



**PRÉFET  
DU PAS-DE-  
CALAIS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
des Hauts-de-France**

**Unité Départementale de l'Artois**  
Centre Jean Monnet I  
Entrée Asturies - Bâtiment A  
12 Avenue de Paris  
62400 BETHUNE  
Tél. : 03 21 63 69 00

Béthune, le **14 JUIN 2022**

[ud-artois.dreal-hauts-de-france@developpement-durable.gouv.fr](mailto:ud-artois.dreal-hauts-de-france@developpement-durable.gouv.fr)

## **Rapport de l'Inspection des Installations Classées**

Visite d'inspection du 12 mai 2022

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**SCHUR FLEXIBLES UNI ROTO (ex VITROCELLE)**

24 Hameau de la Neuville  
RN 39  
62127 AVERDOINGT

Références : FW/MM EQUIPE 4-150-2022

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12 mai 2022 dans l'établissement SCHUR FLEXIBLES UNI ROTO (ex VITROCELLE) implanté 24 Hameau de la Neuville RN 39 à AVERDOINGT (62127). Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SCHUR FLEXIBLES UNI ROTO (ex VITROCELLE).
- 24 Hameau de la Neuville RN 39 62127 AVERDOINGT
- Code AIOT dans GUN : 0007001104
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

Le site SCHUR FLEXIBLES UNI ROTO à AVERDOINGT est autorisé par Arrêté Préfectoral du 18 novembre 2003 modifié, notamment pour les rubriques suivantes de la nomenclature des Installations Classées :

- 3670 : Traitement de surface de matières, d'objets, ou de produits à l'aide de solvants organiques, notamment pour les opérations d'apprêt, d'impression, de couchage, de dégraissage, d'imperméabilisation, de collage, de peinture, de nettoyage, ou d'imprégnation, avec une capacité de consommation de solvant organique supérieure à 150 kg par heure ou à 200 tonnes par an ;
- 2450-2 : Imprimeries ou ateliers de reproduction graphique sur tout support tel que métal, papier, carton, matières plastiques, textiles, etc. utilisant une forme imprimante : Offset utilisant des rotatives à séchage thermique, héliogravure, flexographie et opérations connexes aux procédés d'impression quels qu'ils soient comme la fabrication de complexes par contrecollage ou le vernissage si la quantité totale de produits consommée pour revêtir le support est supérieure à 200 kg/j ;

- 2915-1 : Chauffage (procédés de) utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles. Lorsque la température d'utilisation est égale ou supérieure au point éclair des fluides, si la quantité totale de fluides présente dans l'installation (mesurée à 25°C) est supérieure à 1 000 litres.

L'établissement fait partie des établissements dits « IED » car il comprend des activités visées par les dispositions prises en application de la transposition de la Directive 2010/75/UE sur les émissions industrielles (Rubriques 3000 de la nomenclature).

L'Arrêté Préfectoral Complémentaire du 23 octobre 2020 a acté les modifications du site et notamment l'installation de la ligne d'impression ROTO 9 ainsi qu'un deuxième oxydateur thermique pour traiter les effluents de composés organiques volatils (COV).

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Rejets atmosphériques

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des Installations Classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'Inspection des Installations Classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des Installations Classées à Monsieur le Préfet ; il peut, par exemple, s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'Environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des Installations Classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'Environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Bassin de confinement	Arrêté Préfectoral du 18/11/2003, article 10.2	/	Sans objet
Odeurs	Arrêté Ministériel du 18/11/2003, article 15.1	/	Sans objet
Prévention des envols	Arrêté Ministériel du 18/11/2003, article 15.2	/	Sans objet
Conditions de rejets	Arrêté Ministériel du 18/11/2003, article 16	/	Sans objet
Valeurs limites de rejet	Arrêté Ministériel du 18/11/2003, article 19.3	/	Sans objet
Auto-surveillance	Arrêté Ministériel du 18/11/2003, article 20.1	/	Sans objet
Plan de gestion de solvants	Arrêté Ministériel du 18/11/2003, article 20.2	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection réalisée lors du contrôle inopiné des rejets atmosphériques n'a pas révélé de non-conformité.

Le contrôle des rejets atmosphériques montre le respect des VLE pour chacun des paramètres et pour les deux incinérateurs.

## 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle : Bassin de confinement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18 novembre 2003, Article 10.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétention des eaux potentiellement polluées
<b>Prescription contrôlée :</b> Le réseau de collecte des eaux pluviales susceptibles d'être polluées doit être aménagé et raccordé à un (ou plusieurs) bassin(s) de confinement capables de recueillir un volume minimal de 350 m <sup>3</sup> .  L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris celles utilisées pour l'extinction, doit être recueilli dans un ou plusieurs bassins de confinement. Le volume minimal de ce ou ces bassin(s) est de 350 m <sup>3</sup> .  Les eaux doivent s'écouler dans ce bassin par gravité ou par un dispositif de pompage à l'efficacité démontrée en cas d'accident.  Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.
<b>Constats :</b> Lors de la visite précédente en date du 28 octobre 2021, l'Inspection a relevé un fait susceptible de mise en demeure relatif au confinement des eaux d'extinction incendie, pour lequel l'exploitant n'a en effet pas été en mesure de justifier du volume requis. Par transmission du 20 décembre 2021, l'exploitant a fourni les éléments nécessaires, permettant de justifier de ce volume. Ainsi, le volume qu'il est possible de confiner sur site, dans les différents bâtiments, grâce aux éléments techniques mis en place (rehausses, seuils...) est d'environ 500 m <sup>3</sup> , couvrant ainsi le besoin estimé à 350 m <sup>3</sup> .  Ces éléments soldent le fait susceptible de mise en demeure relevé.
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Odeurs**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 18 novembre 2003, Article 15.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Odeurs
<b>Prescription contrôlée :</b> Toutes dispositions sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.
<b>Constats :</b> Aucune odeur incommodante n'a été constatée sur ou aux abords du site le jour de l'inspection.
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Prévention des envols**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 18 novembre 2003, Article 15.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Envols de poussières
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit prendre les dispositions suivantes nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses : <ul style="list-style-type: none"><li>- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules doivent être aménagées (formes de pente, revêtement, etc.) et convenablement nettoyées,</li><li>- les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela, des dispositions telles que le lavage des roues de véhicules doivent être prévues en cas de besoin,</li><li>- les surfaces où cela est possible doivent être engazonnées,</li><li>- des écrans de végétation doivent être prévus.</li></ul> <p>Les stockages de produits pulvérulents doivent être confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents doivent être munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté.</p>
<b>Constats :</b> Lors de la visite d'inspection, les extérieurs du site étaient propres, aucune source éventuelle d'émission de poussières n'a été identifiée sur le site le jour de l'inspection.
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Conditions de rejets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 18 novembre 2003, Article 16
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<b>Prescription contrôlée :</b> Les poussières, gaz polluants ou odeurs doivent, dans la mesure du possible, être captés à la source et canalisés. Les cheminées doivent être en nombre aussi réduit que possible. Le débouché des cheminées doit avoir une direction verticale et ne pas comporter d'obstacle à la diffusion des gaz (chapeau chinois...). Sur chaque installation de rejet d'effluent doivent être prévus des points de prélèvement d'échantillons et des points de mesure conformes à la norme NF X44-052. Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'Inspection des Installations Classées.
<b>Constats :</b> Deux points de rejet à l'atmosphère sont en place relativement aux opérations d'impression et de complexage (l'incinérateur n°1 et l'incinérateur n°2 installé en 2020). Les points de rejets, observés lors de la visite, sont verticaux et ne comportent pas d'obstacle à la diffusion des gaz. Les hauteurs des cheminées sont conformes aux dispositions de l'article 19.2 de l'Arrêté Préfectoral en vigueur (15 mètres). Les points de rejets sont accessibles par des échelles à crinoline et des plateformes permettant une intervention dans de bonnes conditions de sécurité.
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Valeurs limites de rejet**

<b>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 18 novembre 2003, Article 19.3</b>
<b>Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques</b>
<b>Prescription contrôlée :</b> Les rejets atmosphériques issus des installations (cheminées n°1 et n°2) doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés : <ul style="list-style-type: none"><li>• à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;</li><li>• à une teneur en O2 correspondant à la concentration mesurée.</li></ul>
Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques Conduits n°1 et n°2 Paramètres Concentration maximale (mg/m³) NOx (eq NO2) 100 CO 100 COV (exprimés en carbone total) 20 (50 si le rendement de l'incinérateur est supérieur à 98 %) CH4 50
Valeurs limites des flux dans les rejets atmosphériques Paramètres Flux maximal global des rejets n°1 et n°2 (kg/h) NOx (eq NO2) 5,5 CO 5,5 COV (exprimés en carbone total) 2,7 CH4 2,7
Les émissions diffuses de COV doivent respecter la valeur limite de rejet de 100 tonnes par an.
<b>Constats :</b> Les résultats des mesures réalisées le 12 mai 2022 par le laboratoire APAVE lors du contrôle inopiné ont été transmis à l'Inspection le 31 mai 2022. Ces résultats montrent le respect des valeurs limites d'émission en COV (composés organiques volatils) pour chacun des incinérateurs. Les résultats des mesures apparaissent ci-après.
Incinérateur n°1 : COVt: 4.43 mg/m³ NOx: 4.9 mg/m³ CH4: 0 mg/m³ CO: 0 mg/m³
Incinérateur n°2 : COVt: 2.42 mg/m³ NOx: 13.5 mg/m³ CH4: 0 mg/m³ CO: 22.1 mg/m³
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées : Sans suite</b>
<b>Proposition de suites : Sans objet</b>

**Nom du point de contrôle : Auto-surveillance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 18 novembre 2003, Article 20.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<b>Prescription contrôlée :</b> Une mesure des rejets atmosphériques de l'incinérateur n°2 est réalisée dès sa mise en service, en marche normale, afin de vérifier sa conformité aux valeurs limites de rejet.  La conformité des rejets des incinérateurs aux valeurs limites de l'article 19.3 doit en outre être vérifiée une fois par an en marche continue et stable par un organisme extérieur (laboratoire agréé par le Ministre en charge de l'Environnement). La température des effluents à la sortie des incinérateurs est mesurée et enregistrée en continu. Les rejets diffus de COV seront également quantifiés annuellement. Une synthèse de ces résultats d'autosurveillance est transmise annuellement à l'Inspection des Installations Classées.
<b>Constats :</b> Les résultats du dernier contrôle des rejets des incinérateurs, conduit en dates des 14 et 15 octobre 2021, ont été fournis à l'Inspection. Les mesures ont été réalisées sur chaque incinérateur par le laboratoire "COVAIR". Les résultats du contrôle montrent le respect des valeurs limites réglementaires fixées à l'article 19.3 de l'Arrêté Préfectoral d'Autorisation d'exploiter en vigueur, en concentration et en flux.  L'Inspection a pu constater lors de la visite que la température des effluents en sortie de l'incinérateur est suivie et enregistrée en continu.
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Plan de gestion de solvants**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 18 novembre 2003, Article 20.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<b>Prescription contrôlée :</b> Un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation, sera mis en place.  L'exploitant transmet annuellement à l'Inspection des Installations Classées le plan de gestion de solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation.
<b>Constats :</b> Le plan de gestion de solvants pour l'année 2021 a été transmis à l'Inspection. Celui-ci fait état d'une consommation annuelle de solvants de 852 tonnes et d'une quantité d'émissions diffuses rejetées à l'atmosphère de 62 tonnes; soit une valeur inférieure à la valeur limite de 100 tonnes fixée à l'article 19.3 de l'Arrêté Préfectoral d'Autorisation en vigueur.
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet